

Déclaration liminaire CHSCT-D

Mercredi 6 mai – FSU Oise

Le temps de la reprise n'est pas venu.

Nous ne parlerons volontairement pas d'une reprise d'École tant l'École, lieu de vie, d'interactions, n'est pas ce que les équipes préparent, ce que nos élèves vont retrouver.

L'école s'est arrêtée très tôt sur certaines communes du département, puis le 9 et le 13 nationalement, elle reprendra, en temps voulu. Et ce n'est pas une continuité pédagogique qui s'est mise en place, mais la continuité d'un lien scolaire.

Mais le temps de l'accueil n'est pas non plus venu.

Malgré la réduction des exigences entre le projet de protocole et le protocole final, au mépris des risques sanitaire, le compte n'y est pas. Cet avis, la FSU 60, n'est pas la seule à le porter : la liste des maires, y compris dans le département, refusant ce tempo et reportant les ouvertures s'allonge de jour en jour, d'heure en heure, nous en comptons plus de 70..

L'entêtement du gouvernement à dire le quand avant d'explicitier le comment est une source d'angoisse permanente pour nos collègues, pour les collectivités, pour les parents, pour nos élèves. Cette situation n'est pas tenable.

Parce qu'au regard des errements de la politique gouvernementale dans la gestion de la crise, nous n'avons aucune garantie sur le fait que les mesures de déconfinement permettent la maîtrise et l'endiguement de l'épidémie ;

Parce que nous attendons toujours un avis scientifique qui valide cette mesure ;

Parce qu'aucune étude ne montre qu'une école n'est pas un lieu favorable à la diffusion du virus, qu'elle est aussi un lieu qui impacte un nombre conséquent de personnes (personnels et leurs familles, élèves, parents d'élèves...) ;

Parce que l'École qu'on nous demande d'ouvrir n'est pas l'École ;

Parce qu'une journée pour organiser la reprise ne peut pas suffire ;

Pour toutes ces raisons, la FSU 60 réaffirme ses demandes antérieures : reporter immédiatement les ouvertures d'au moins une semaine et que seules les équipes de terrain, en accord avec les collectivités, puissent donner le feu vert à des ouvertures d'accueil dans les lieux scolaires.